

Ce document est obsolète

Instruction n° 2010-08

Déclaration des positions courtes nettes à l'AMF

Texte de référence : article 223-37 du règlement général de l'AMF

Article 1er - champ de l'obligation de déclaration à l'AMF

Toute personne détentrice d'une position courte nette qui atteint ou franchit, à la hausse ou à la baisse, l'un des seuils mentionnés à l'article 223-37 du règlement général déclare cette position à l'AMF. Il peut s'agir d'une personne morale, d'une personne physique ou de toute entité considérée comme assimilable à une personne morale aux fins de l'application de cette disposition du règlement général.

Les positions courtes nettes sont celles qui sont relatives au capital d'une des sociétés énumérées dans la liste mise en ligne sur le site Internet de l'AMF et qui sera régulièrement remise à jour.

Article 2 - délai et modalités de la déclaration

La déclaration s'effectue au plus tard à 15h30 le premier jour de négociation qui suit le franchissement mentionné à l'article 1er au moyen de l'envoi par courrier électronique du formulaire-type figurant en annexe 1, dûment rempli, à l'adresse suivante : reportingpositionscourtes@amf-france.org

Article 3 - publication par l'AMF des déclarations transmises

Les déclarations de positions courtes nettes égales ou supérieures à 0,50% du capital font l'objet d'une publication par l'AMF sur son site internet.

Article 4 - modalités de calcul de la position courte nette

Les positions sont arrêtées quotidiennement en fin de journée aux fins de calcul des positions courtes nettes.

Le dénominateur de la position est égal au nombre d'actions composant le capital émis de la société concernée.

Le numérateur de la position, exprimé en nombre d'actions, est égal à la position économique nette à la baisse dans le capital émis. Ce nombre tient compte à la fois des positions détenues sur le marché au comptant (y compris à la suite d'une transaction sur un panier de titres ou sur un ETF) et des positions détenues sur tout instrument financier à terme (contrat à terme ferme, contrat à terme optionnel, *equity swap*, CFD ou autre, y compris les instruments à terme indicels) quel que soit son lieu de négociation.

Le numérateur est calculé en appliquant à chaque instrument détenu le delta approprié. Le delta approprié correspond à la sensibilité de la valeur théorique de l'instrument considéré par rapport aux variations du cours du sous-jacent, cette valeur théorique étant calculée, en cas de besoin, sur la base d'une volatilité implicite cohérente avec les informations disponibles. Le delta est calculé au cours de clôture de l'action sous-jacente.

Toute variation du delta d'un instrument financier à terme qui entraîne le franchissement d'un des seuils mentionnés à l'article 1er donne lieu à déclaration à l'AMF de la position nette courte. Ni les obligations convertibles en actions ni les bons de souscription d'actions ne sont à prendre en compte, alors que les bons et warrants relatifs aux actions déjà émises sont à intégrer dans le calcul de la position courte nette. En cas d'augmentation du capital, ni les droits de souscription ni la garantie de bonne fin ne sont à prendre en compte, mais la détention des actions nouvelles est à prendre en compte dès le premier jour de négociation des actions nouvelles sur NYSE Euronext Paris ou Alternext Paris.

Le calcul de la position nette courte est à effectuer au niveau du décisionnaire responsable de la prise de position. Le niveau approprié de calcul sera la personne morale si un seul décisionnaire pertinent est présent au sein de la personne morale. Dans d'autres cas, par exemple une société de gestion qui gère plusieurs fonds d'investissement ou organismes de placement collectif mettant en oeuvre des stratégies différentes vis-à-vis des actions de la société cotée concernée, chaque fonds ou organisme, qu'il jouisse ou non de la personnalité morale, doit calculer et déclarer sa position courte nette, alors que les positions de deux ou plusieurs fonds ou organismes mettant en oeuvre la même stratégie d'investissement doivent être agrégées et le cas échéant compensées aux fins du calcul de la position nette courte à déclarer. De la même manière, un prestataire de services d'investissement (établissement de crédit ou entreprise d'investissement) susceptible de prendre des positions courtes au niveau de deux ou plusieurs métiers (séparés au moyen de barrières à l'information, par exemple entre la gestion pour compte de tiers et l'activité pour compte propre), doit calculer et déclarer la position courte nette pour chaque métier ; ainsi pour les tables de négociation pour compte propre il conviendra dans la plupart des cas de se référer au portefeuille de négociation de l'établissement, alors que pour les différents mandats de gestion il conviendra d'agréger et le cas échéant compenser les positions détenues dans les portefeuilles des clients seulement si les mandats mettent en oeuvre la même stratégie d'investissement.

La position nette courte est à calculer au niveau du groupe seulement si les décisions d'investissement sont prises à ce niveau ou de manière concertée entre deux ou plusieurs entités appartenant au groupe.

Article 5 - conditions d'exonération des apporteurs de liquidité

Ne sont pas soumis à l'obligation de déclaration, à condition de soumettre une demande préalable à l'AMF qui l'accepte :

- Les établissements de crédit et entreprises d'investissement (y compris les établissements et entreprises équivalents relevant du droit d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un pays tiers),
- Et les membres d'un marché réglementé (y compris les marchés équivalents relevant du droit d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un pays tiers),

qui négocient pour compte propre les actions d'une des sociétés mentionnées à l'article 1er ou les instruments financiers à terme relatifs à ces actions (y compris aux fins de couverture des positions prises) dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- Affichage simultané de prix fermes compétitifs à l'achat et à la vente pour des quantités comparables, de manière à fournir une liquidité régulière au marché,
- Exécution des ordres des clients et réponse aux demandes de prix des clients, dans le cadre habituel des activités des entités susvisées.

Les entités concernées soumettent à l'AMF une demande préalable conforme au formulaire-type figurant à l'annexe 2.

Annexe 1 : formulaire- type de déclaration des positions courtes nettes

Annexe 2 : Formulaire-type de demande d'exonération de la déclaration des positions courtes nettes

Annexe 1 - formulaire-type de déclaration des positions courtes nettes (ce document est accessible via l'onglet annexes & liens)

Annexe 2 - formulaire-type de demande d'exonération de la déclaration des positions courtes nettes

Éléments à faire figurer dans la demande préalable à adresser par courrier électronique à reportingpositionscourtes@amf-france.org

- Identité du demandeur :
 - Dénomination sociale
 - Code BIC
 - Adresse
 - Personne à contacter (nom, fonction, téléphone, adresse électronique)
 - Pour les personnes morales agréées, nom de l'autorité compétente
- Date de la demande d'exonération :
- Société(s) émettrice(s) concernée(s) par la demande (y compris le code ISIN de l'action admise sur NYSE-Euronext Paris ou Alternext Paris) :
- Justification de la demande :
 - Qualité du demandeur (type d'agrément, statut de teneur de marché sur le marché X, etc.)
 - Activités du demandeur (sur le plan général, en relation avec la demande, etc.)
 - Tous autres éléments permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.